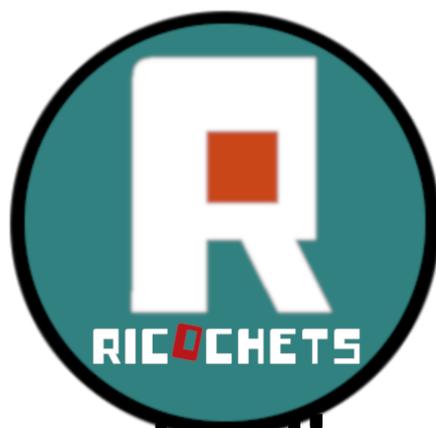


<https://ricochets.cc/Des-lois-contre-l-apologie-du-terrorisme-au-neo-fascisme-generalise-en-France-macroniste.html>



Des lois contre l'apologie du terrorisme au néo-fascisme généralisé

- Les Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 3 mai 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Non seulement, la France est en marche vers le néo-fascisme, mais [on trempe très largement dedans depuis l'ère macroniste](#).

Disons que le macronisme a généralisé et étendu ce que les gouvernements précédents instaurent par touches.

Depuis l'avènement de la tyrannie macroniste, le néo-fascisme est un programme, un objectif, un mode de gouvernement total, le néo-fascisme s'est décomplexé, il est installé à l'Assemblée nationale, il est admis dans « l'arc républicain » des droites, il s'est inscrit dans les lois et jaillit en cascade des gosiers bruns de nombreux éditocrates et politicards, et il s'étale tous les jours à la télé sur les chaînes en continu (voir plus bas des rappels depuis 2018).

A l'inverse, « la gauche » est constamment piétinée, censurée, réprimée, rejetée dans les enfers des « extrêmes », tandis que les mantras d'extrême droite se déploient non-stop sur les médias des milliardaires.

L'autoritarisme existe depuis longtemps, il va de pair avec l'État et le Capital, avec les oligarchies et la démocratie « sur le papier », avec la bourgeoisie et ses intérêts. Mais à présent on passe en France à un autre palier : un autoritarisme très dur qui ressemble furieusement à un néo-fascisme.

Pour voir notre proche futur probable, si on laisse faire, voir du côté de la Grèce ou de l'Italie (voir plus bas) actuelles.

Où va la France ?

Lecture

[LA FRANCE EST-ELLE EN MARCHÉ VERS LE FASCISME ?](#) par [BLAST, Le souffle de l'info-Â» <https://www.youtube.com/@blastinfo>]
<https://www.youtube.com/watch?v=2piMd8C-7Wo>

Des chercheurs, des étudiants, des militants, des élèves, des syndicalistes et des politiques ont été sanctionnés, certains convoqués, d'autres condamnés pour « apologie du terrorisme »... Des manifestations ont été interdites, des conférences annulées, des films déprogrammés. L'État, la justice et certains corps multiplient les procédures qui - depuis plus de 6 mois, sur fond de guerre et de massacres à Gaza, laissent à voir une forme de criminalisation des expressions de solidarité envers la Palestine.

Avec le dévoiement de la notion d'apologie du terrorisme se profile le dévoiement des droits humains les plus fondamentaux comme ceux de la libre expression, de la libre manifestation et de libre association. Le rapport annuel d'Amnesty international qui vient de paraître dresse précisément un rapport accablant des droits humains en France. Il alerte sur une situation dégradée.

Ce rapport, s'il est « un signal d'alarme pour rappeler aux États qu'ils sont responsables de la situation des droits humains dans leur pays est aussi un moyen de rendre hommage au travail des journalistes, des militants et militantes et des défenseur.es des droits humains qui luttent courageusement pour un monde plus juste et plus égalitaire. »

C'est en ce sens aussi que nous avons décidé aujourd'hui de donner, dans ce contexte particulièrement inquiétant, la parole à des infatigables avocats, défenseurs des libertés publiques et des droits : Raphaël Kempf, Elsa Marcel et Vincent Brengarth.

Lecture

[PLUS JAMAIS ÇA](https://www.youtube.com/@horachek8070) par [Horachek-Â] <https://www.youtube.com/@horachek8070>

https://www.youtube.com/watch?v=TTP2_1nmBAs

Les élections européennes approchent, et le RN devance les macronistes, alors :

ELLE A OSÉ LE DIRE : « LA POUSSÉE DU RN EST UN ÉCHEC COLLECTIF »

« La poussée du RN est un échec collectif. C'est l'échec de tous les républicains qui combattent l'extrême droite. Nous n'arrivons pas à la faire baisser ». Ce sont les mots de Yaël Braun Pivet, représentante du macronisme et présidente de l'Assemblée Nationale.

On savait que le foutage de gueule était devenu la doctrine politique du gouvernement, mais celui ci est stratosphérique. Rappelons d'abord que Yaël Braun Pivet est une grande amie de Sébastien Chenu, le chef du groupe d'extrême droite et vice président de l'Assemblée, à qui elle « claque la bise » et dont elle dit : « Sébastien Chenu n'est pas un bon, mais un très bon vice-président ». Voilà pour le « combat contre l'extrême droite ».

Ensuite, il faut dérouler le programme du macronisme depuis l'élection de 2017 pour comprendre à quel point **ce mouvement politique est enraciné à l'extrême droite, et a déjà appliqué un programme dont Marine Le Pen n'aurait sans doute pas osé rêver :**

- ▶ Septembre 2018 : à peine arrivé au pouvoir, Macron fait voter la « loi asile immigration » avec le soutien de l'extrême droite. « Jamais un gouvernement n'était allé aussi loin » écrit alors le journal Le Monde. Oui, déjà.
- ▶ Novembre 2018 : Emmanuel Macron déclare, pour les 100 ans de la fin de la Première Guerre Mondiale, que « Pétain était un grand soldat ».
- ▶ Décembre 2018 : écrasement totalitaire et sanglant des Gilets Jaunes, immense mouvement populaire réclamant la justice sociale. Les blindés sont déployés, des milliers d'enfermés, des dizaines de mutilés, une femme tuée à Marseille par un tir policier : Zineb Redouane.
- ▶ Le 21 août 2019 : à deux reprises Macron affirme que « l'État profond » l'empêcherait de se rapprocher de Poutine. Le président reprend littéralement le concept brandi par Donald Trump au même moment.
- ▶ En 2019, Macron invite dans son avion privé le magazine d'extrême droite Valeurs Actuelles et lui offre une interview exclusive, en tenant des propos réactionnaires.
- ▶ Février 2020 : lors d'une rencontre à l'Élysée, Macron évoque le « pays légal » et le « pays réel ». Il s'agit d'un concept du dirigeant de l'Action Française, Charles Maurras. Un idéologue violemment antisémite, royaliste et pétainiste.
- ▶ Printemps 2020 : « Nous sommes en guerre », Macron est le seul président au monde à utiliser un vocabulaire militaire pour parler de santé. Gestion kafkaïenne et autoritaire de la pandémie. Manque de moyens dans les hôpitaux, pleins pouvoirs à la police qui quadrille les rues. Drones, hélicoptères et couvre-feu. Plus tard, un QR code sera imposé à la population pour se déplacer.
- ▶ Mai 2020 : Macron appelle le polémiste pétainiste Zemmour pendant 45 minutes pour lui témoigner son « soutien », après que quelqu'un lui ait crié dessus dans la rue. Il commande alors à celui qui sera candidat de l'extrême droite radicale une note sur l'immigration.
- ▶ Juillet 2020, Gérald Darmanin, ancien du groupuscule d'extrême droite l'Action Française, nommé Ministre de l'Intérieur.
- ▶ Février 2021 : Gérald Darmanin trouve Marine Le Pen « trop molle » lors d'un débat télé.
- ▶ Août 2021 : Macron impose la « loi séparatisme », une batterie de mesures violemment islamophobes, autoritaires et répressives, saluées par l'extrême droite. Peu après, cette loi est utilisée pour dissoudre des

associations musulmanes et militantes de gauche

- ▶ Durant ce premier mandat, Macron a brisé méthodiquement les conquêtes sociales, précarise le travail, fait basculer des centaines de milliers de gens dans la précarité : une politique qui sème le désespoir social et les ressentiments identitaires.

A partir de l'été 2022, le second mandat est désormais ouvertement d'extrême droite, sans complexe :

- ▶ Durant la campagne des législatives, les macronistes répètent que la France Insoumise serait plus dangereuse que le Rassemblement National, font campagne contre la gauche, et favorisent dans de nombreuses circonscriptions les candidats d'extrême droite. Résultat : 89 députés Lepénistes à l'Assemblée, du jamais vu.
- ▶ Juin 2022 : le groupe LREM au Parlement élit deux vice-présidents RN. Pour la première fois de la 5e république, l'extrême droite va présider les débats.
- ▶ Juin 2022 : la première séance du mandat a eu lieu à l'Assemblée, et c'est un député du Rassemblement National qui fait le discours d'inauguration, en rendant hommage à l'Algérie française. Les députés macronistes applaudissent.
- ▶ 14 juillet 2022 : Macron décrit la France en utilisant le concept de « nation organique ». C'est littéralement un concept fasciste, une idée forte qu'on retrouve notamment chez Mussolini et Hitler.
- ▶ En 2023 : Macron lance la réforme des retraites, et brise le plus grand mouvement social depuis mai 68. Usage du 49.3, répression militarisée, arrestations de syndicalistes, police dans les universités... Le ministre Dussault qui porte cette réforme estime que Marine Le Pen « a été beaucoup plus républicaine que d'autres ».
- ▶ Mars 2023 : sur ordre de Macron, la gendarmerie massacre à coup de grenades explosives une manifestation écologiste à Sainte-Soline. Des centaines de blessés en 2 heures seulement, 2 hommes dans le coma.
- ▶ Juillet 2023 : la police anti-terroriste dans les banlieues tire à vue sur la jeunesse qui se révolte après la mort de Nahel. 4000 arrestations en quelques nuits, des milliers de peines de prison ferme, une dizaine de mutilés à vie, un homme dans le coma, un homme tué à Marseille par un tir policier. Le gouvernement laisse l'extrême droite organiser une cagnotte pour le policier qui a tué Nahel.
- ▶ Dissolutions en rafale d'organisations écologistes, sociales ou musulmanes. La procédure d'exception a été utilisée plus que jamais sous la Cinquième République.
- ▶ Octobre 2023 : la France est le seul pays au monde à interdire totalement toute manifestation ou expression de soutien à la Palestine. Des centaines d'arrestations et d'amendes pour le simple port d'un drapeau ou d'une pancarte.
- ▶ Depuis octobre 2023 : soutien « inconditionnel » à l'extrême droite israélienne. Appui matériel au génocide du peuple palestinien. Diabolisation à outrance de la gauche. La France Insoumise désignée comme l'ennemi prioritaire, pendant que l'extrême droite s'installe tranquillement au cœur du pouvoir.
- ▶ Fin 2023 : la « République » a été abolie dans son fonctionnement de fait, puisqu'avec plus de 20 recours au 49.3 en deux ans seulement, le Parlement n'a plus de rôle. Le président, minoritaire, gouverne en autocrate.
- ▶ Décembre 2023 : vote de la loi immigration avec l'extrême droite. Marine Le Pen parle de « victoire idéologique » et ajoute : « Si le RN touchait des droits d'auteur sur son programme, cela coûterait cher à nos opposants ».
- ▶ 16 janvier 2024 : Macron résume son programme « autour d'une ligne simple » : « que la France reste la France », le slogan d'Eric Zemmour, et ajoute « il n'y a pas de progrès sans ordre ». Il martèle : « réarmement moral », « réarmement civique » et même « démographique », reprenant les vieilles images de la droite réactionnaire sur le corps des femmes et la natalité.
- ▶ Mars 2024 : discours militaristes à répétition. Volonté d'enclencher une guerre mondiale en envoyant des troupes en Ukraine. Uniformes testés dans les écoles. Annonce d'un encadrement militaire de la jeunesse. Mesures toujours plus répressives. Budget considérable pour l'armée.
- ▶ Avril 2024 : l'anti-terrorisme utilisé une nouvelle fois contre des écologistes.
- ▶ Avril 2024 : de nombreuses personnalités politiques et syndicalistes poursuivies pour « apologie du terrorisme » pour avoir soutenu la Palestine.
- ▶ Actuellement : les arrestations d'opposants, la répression de personnalités politiques de premier plan à gauche voire la dissolution de partis est à l'ordre du jour dans les discours d'élus macronistes. Les Jeux Olympiques annoncés comme un laboratoire de mesures totalitaires.

Ceci n'est qu'un aperçu incomplet de la mutation rapide de l'État français en régime néofasciste. Contrairement à ce que prétend Yaël Braun Pivet, « la poussée du RN » n'est donc pas « un échec collectif » mais le projet même du gouvernement. Pire : Macron est sans doute déjà allé beaucoup plus loin que Le Pen si elle avait été élue il y a quelques années, puisqu'il a neutralisé les contre-pouvoirs en jouant la carte du « barrage » et du président « démocrate » et « centriste ».

Le même programme, la même suite de décisions appliquée ailleurs ou par un autre parti aurait été qualifiée de fasciste, et aurait rencontré des condamnations beaucoup plus unanimes en France comme à l'étranger.

(post Contre Attaque)



Des lois contre l'apologie du terrorisme au néo-fascisme généralisé



Des lois contre l'apologie du terrorisme au néo-fascisme généralisé

FAIRE MONTER LES NÉONAZIS POUR AFFAIBLIR

LES FASCISTES ? LA STRATÉGIE BRILLANTE DU MACRONISME

« Face au RN, on essaye de faire monter Marion Maréchal. On la considère, on fait des débats avec elle. » Ce sont les propos hallucinants tenus par un Ministre de Macron dans le journal Libération.

Celui-ci explique tranquillement que le gouvernement assume désormais de faire monter le parti fasciste Reconquête pour « affaiblir » le Rassemblement National et « limiter la casse aux européennes ».

Les managers cyniques et autoritaires qui nous gouvernent ont fait depuis longtemps le pari du fascisme. Plutôt que d'opposer à la famille Le Pen une véritable campagne anti-raciste ou sociale, c'est à dire la seule façon réaliste de contrer les idées d'extrême droite, ils privilégient un parti encore plus extrême, dont le dirigeant, pétainiste assumé, a été condamné à plusieurs reprises pour des provocations à la haine raciale répétées.

Pour rappel, la stratégie des macronistes avait déjà été utilisée dans les années 1980 par le Parti Socialiste. A l'époque, le projet du gouvernement Mitterrand était de faire monter le FN pour « affaiblir » la droite classique, celle de Chirac et du RPR.

François Mitterrand, président socialiste, avait alors demandé à la chaîne Antenne 2 de donner la parole à Jean-Marie Le Pen, que personne ne connaissait, pour « diviser » la droite. En 1981, le Front National comptait moins de 300 adhérents et recueille 0,18% des suffrages. En 1988, après sa médiatisation massive, Jean-Marie Le Pen faisait 14,38% des voix. **La classe politique, et le Parti Socialiste en particulier, portent une écrasante responsabilité dans cette escalade.**

Le FN avait été créé le 5 octobre 1972, lors d'une réunion privée qui n'avait réuni que 70 personnes. Ce n'était qu'un obscur groupuscule composé de quelques dizaines de membres. Un parti confidentiel réunissant des néo-nazis, d'anciens collaborationnistes, des SS, des colonialistes et des criminels de guerre. Le parti fasciste n'a dû sa fulgurante ascension qu'aux trahisons répétées de la gauche qui ont écoeuré le prolétariat, à sa médiatisation complaisante outrancière, et au soutien assumé d'une grande partie des milliardaires et des médias français.

Faire monter l'extrême droite pour « affaiblir » la droite, puis aujourd'hui faire monter des néo-nazis pour affaiblir des fascistes est non seulement une stratégie abjecte moralement, mais aussi criminelle, puisqu'elle ne profite qu'à l'extrême droite. Depuis les années 1980, la classe politique n'a pas cessé de se droitiser, en calquant ses propos et ses idées sur ceux de Le Pen. Des dizaines de lois sécuritaires et anti-immigrés ont été votées. La droite n'a pas été « divisée » par la manoeuvre de Mitterrand, elle s'est radicalisée, puis a conquis tout le champ politique.

Lorsqu'il était président, Nicolas Sarkozy était conseillé par l'idéologue fasciste Patrick Buisson. Plus tard, le politicien d'extrême droite Paul-Marie Coûteaux rédigea les discours de Fillon. À présent, Macron ne cache plus ses liens avec Zemmour et ses références au pétainisme. Et le RN est électoralement le premier parti de France.

Et le plus fou dans tout cela ? Ceux qui choisissent de faire « monter » Reconquête sont les mêmes qui diffament à longueur de journée la gauche, qui qualifient La France Insoumise, premier mouvement d'opposition de France, d'être « anti-républicain », « antisémite » voire « terroriste », et qui répriment implacablement toutes les voix réclamant la justice sociale, la liberté et l'égalité. Le centre-gauche est désormais qualifié « d'extrémiste » alors que les héritiers de Pétain sont des interlocuteurs validés par le gouvernement.

Nous sommes à la veille du fascisme, et les responsabilités écrasantes de la classe dirigeante et de leurs médias aux ordres ne devront pas être oubliées dans la catastrophe qui s'installe déjà.

(post Contre Attaque)

- ▶ Vidéosurveillance algorithmique, violences policières, attaques de la liberté de manifester et de s'exprimer , lois xénophobes... Amnesty interpelle :

AMNESTY INTERNATIONAL S'ALARME UNE NOUVELLE FOIS DE L'AUTORITARISME EN FRANCE

« La situation des droits humains en France se dégrade en 2023 », s'alarme une fois de plus l'ONG Amnesty International qui défend les Droits de l'Homme dans le monde depuis plus de 60 ans.

Dans son rapport annuel paru le 24 avril 2024, la France est de nouveau pointée du doigt à plusieurs reprises, notamment à propos de l'usage de la vidéosurveillance algorithmique prévue lors des Jeux olympiques ou des violences policières et de leur impunité.

La vidéosurveillance appuyée par Intelligence artificielle, que l'Etat présente comme « expérimentale » mais qui est de fait déjà utilisée contre les contestations, risque selon Amnesty International d'étendre « de manière excessive les pouvoirs de police en élargissant l'arsenal des équipements de surveillance de façon permanente ».

A propos des violences policières, l'ONG dénonce pour la énième fois le recul de la liberté de manifester en France. Le rapport évoque la répression des manifestations contre la réforme des retraites, les mégabassines de Sainte-Soline ou les interdictions systématiques de soutenir la cause palestinienne.

Amnesty pointe aussi la loi « immigration » votée par le gouvernement Macron avec l'extrême droite, qui reprend des pans entiers du programme du Front National, et qui est qualifiée de « discriminatoire et xénophobe ».

Enfin, à propos de la liberté d'expression, une rapporteuse explique « on demande depuis des années que ces délits d'apologie du terrorisme soient abrogés dans les lois [...] l'apologie du terrorisme, c'est une infraction qui est définie de manière extrêmement vague et subjective, et qui donc représente en soi un risque d'atteinte à la liberté d'expression ».

Qu'il s'agisse de répression, de liberté d'expression ou de racisme, Amnesty renvoie la France au même niveau que des régimes d'extrême droite

En clair, qu'il s'agisse de répression, de liberté d'expression ou de racisme, Amnesty International renvoie la France au même niveau que des régimes d'extrême droite. Ce qu'elle est de plus en plus clairement. Ces alarmes répétées sont en réalité très régulières, sans réelles conséquences.



Des lois contre l'apologie du terrorisme au néo-fascisme généralisé

En avril 2023 La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) accréditée auprès de l'ONU, a décidé d'alerter les instances internationales à propos des interpellations de masse en France. De son côté, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe dénonçait le 24 mars un « usage excessif de la force » envers les manifestants » et l'utilisation répétée du 49.3.

Amnesty International dénonçait déjà dans son rapport de 2023 un passage sur la France : « depuis janvier 2023, des manifestations ont lieu partout en France. Nous alertons sur le recours excessif à la force et aux arrestations abusives, signalé dans plusieurs médias », et rappelait « que la participation aux manifestations non déclarées n'est pas un délit ».

Dans l'Italie pourtant gouvernée par l'extrême droite, le Ministre des affaires étrangères, par ailleurs farouche soutien de l'État israélien, disait l'automne dernier qu'il était choqué des restrictions de manifester du gouvernement Macron : « La France fait ses propres choix, mais interdire les manifestations dans un pays démocratique quand ce ne sont pas des manifestations violentes ne me semble pas être juste, s'il n'y a pas d'indication que les manifestations pourraient dégénérer ».

En 2023, l'ONU a dénoncé pas moins de trois fois l'autoritarisme de Macron : en mai et en juin à propos de la répression massive du mouvement sur les retraites, et en juillet à propos de la mort de Nahel.

En 2023, même la Maison Blanche, interrogée lors d'une conférence de presse sur la situation internationale, a fait part de sa préoccupation à propos de la répression des manifestation en France.

De même, le grand journal allemand Die Zeit rapportait les menaces de Darmanin contre la Ligue des Droits de l'Homme au printemps dernier, organisation « plus que centenaire et reconnue pour les droits fondamentaux ». **Il y a deux ans, Die Zeit qualifiait la France de Macron « d'Absurdistan autoritaire » à propos de la gestion délirante du Covid : « La gestion sanitaire de Macron est presque monarchique. Les décisions majeures concernant un confinement ou un couvre-feu sont prises dans un 'conseil de défense'. »**

En 2021, le journal allemand Handelsblatt, un quotidien « économique » de centre-droit, estimait que le

gouvernement Macron avait choisi de régner à l'extrême droite, décrivait la radicalisation de la police et s'alarmait de la situation française, estimant que notre pays « ressemble plus à la République de Weimar finissante qu'à la France moderne que l'on connaissait. Macron aurait pu, dans ce chaos, être la voix de la Raison. Aujourd'hui, rien ne suggère qu'il souhaite l'être. Demain, il sera peut-être trop tard. »

Tout le monde se rend compte, en France comme à l'étranger, que la bourgeoisie dirigeante de notre pays a opté pour l'autoritarisme voire le fascisme. **Mais les rapports, les alarmes et les condamnations ne suffisent pas, il faut agir. Il n'y a pas de fatalité : les tyrans ne sont grands que lorsque les peuples sont à genoux.**

ITALIE : DÉFILÉ FASCISTE À MILAN

Saluts fascistes, flambeaux, défilé paramilitaire, le tout escorté par la police italienne : la scène ne sort par des années 1930, elle a eu lieu le 29 avril à Milan.

1.500 fascistes ont marché dans les rues, prétendument pour commémorer la mort en 1975 d'un de leurs camarades, Sergio Ramelli, militant du « Mouvement social italien », un parti se revendiquant de l'héritage de Benito Mussolini, et dont le symbole, une flamme tricolore, a inspiré celui du Front Nationale.

En réalité, cette commémoration est un prétexte pour prendre la rue et affirmer, dans l'espace public, les idées fascistes. Samedi dernier au cimetière de Milan, l'extrême droite célébrait la République de Salò, un régime totalitaire sous protection nazie qui a existé au nord de l'Italie, entre 1943 et 1945.

Le fascisme a encore pignon sur rue en Italie, ou la nostalgie de Mussolini n'est pas interdite, et semble de moins en moins une chose honteuse. L'actuelle Première Ministre d'extrême droite Meloni avait d'ailleurs déclaré que le fondateur du fascisme avait été un « bon politicien ».

En janvier dernier à Rome, des centaines de personnes avaient elles aussi rendu hommage à un militant du MSI en réalisant des saluts fascistes.

Ailleurs en Europe, le racisme et les manifestations de rue néo-nazies se multiplient. En novembre, près de 7.000 franquistes avaient affronté la police à l'appel du parti VOX et de groupes franquistes et néo-nazis. En France, l'extrême droite aussi organise des descentes violentes et des manifestations racistes, par exemple à Romans sur Isère en décembre dernier, ou à Paris tous les 9 mai.

L'Italie n'a que quelques années d'avance sur la France : les chaînes de télé ont été rachetées par des milliardaires dès les années 1990, qui ont imposé des programmes vulgaires et réactionnaires. La gauche s'est effondrée suite à ses propres trahisons, laissant place à Berlusconi, crapule ultra-capitaliste alliée à des partis néofascistes. Aujourd'hui, c'est l'extrême droite qui dirige le pays.

Et à mesure que la peste brune se répand avec la complicité des gouvernants, les antifascistes sont réprimés, à Rome, à Paris comme à Budapest.

▶ vidéo : https://fb.watch/rOsXIs_8bf/

1ER MAI EN FRANCE : FÊTE DE LA MATRAQUE

Pendant que les médias répètent qu'un petit chahut contre le candidat Glucksmann ou quelques vitrines de banques cassées seraient des violences inadmissibles, aucun d'entre eux n'a montré au grand public les

violences policières qui se sont abattues, une fois de plus, sur les cortèges.

À Paris et à Lyon particulièrement, les manifestations du 1er mai ont subi un déferlement de violences : charges incessantes, matraquages à outrance à hauteur de tête, coups de poing, arrestations de médecins, jets de grenades explosives en l'air, attaques de cortèges syndicaux... Les charges très violentes avaient généralement pour but de voler les banderoles du cortège de tête tout en terrorisant l'avant des manifestations.

Voici en images un aperçu du niveau de violences d'État devenues « ordinaires » sous Macron, et auxquelles il ne faut jamais nous habituer.

Sur Twitter, le photoreporter Olivier Goujon souligne : « Depuis plus de 20 ans je fais toutes les grandes manif à Paris et à Milan. Pour le job, j'en ai couvert en Iraq, Syrie, Somalie, Ukraine, Turquie... J'affirme que la police française est la plus violente que j'aie jamais vue ».

▶ vidéo : <https://fb.watch/rPLBbYOWSV/>

(posts Contre Attaque)